

**DÉMONTONS L'EURO
POUR RECONSTRUIRE LES
BASES DE LA CROISSANCE
ET DE L'EMPLOI**

LE PLAN DE SECOURS ALTERNATIF POUR L'EUROPE

Au moment où les dirigeants européens se réunissent à Bruxelles pour un énième sommet de crise, nous avons voulu présenter une autre voie que celle sans issue choisie par l'Europe depuis 3 ans. Ne soyons pas dupes, rien ne sortira de nouveau de ce sommet présenté comme celui de la dernière chance car aucun des participants ne veut changer son logiciel de pensée.

Bien qu'il existe une autre voie que l'austérité et la récession cumulative dans laquelle sont entraînés tous les pays européens, tout est fait pour la cacher. Il est donc temps de voir la crise de la zone euro avec un regard neuf, loin des recettes du passé que certains nous resservent depuis 3 ans. Il existe un plan B. Il existe un plan de secours alternatif. Le voici !

La quadruple impasse européenne

Après plusieurs mois de crise latente, l'Europe est dans une quadruple impasse :

- **monétaire** : avec une monnaie unique pour des pays trop différents pour la partager, qui ne permet pas aux pays en difficulté de dévaluer pour relancer leur économie, imposant des dévaluations internes sauvages, qui cassent la croissance, font exploser le chômage et aggravent le poids des dettes
- **financière** : dépendance à l'égard des marchés pour leur financement, tout en devant voler au secours des banques quand elles sont en difficulté. Les gouvernements sont devenus à la fois esclave et otage des marchés financiers
- **commerciale** : à part pour quelques pays (Allemagne, Pays-Bas), les économies européennes souffrent d'un très fort déficit commercial, signe d'une dégradation du tissu productif, du fait d'une compétition avec des pays aux conditions salariales, sociales et environnementales beaucoup moins exigeantes. C'est la cause d'une compétition déloyale pour nos entreprises
- **politique** : l'euro est devenu un poison qui a fini par dresser les peuples européens les uns contre les autres (Allemands contre Grecs par exemple)

L'Europe est dans cette quadruple impasse car **les dirigeants européens ne veulent pas remettre en cause leur veau d'or : l'euro**



L'euro : le constat d'échec

Après plus de 10 ans d'existence, nous avons la preuve par les faits que l'euro comme monnaie unique n'est pas viable.

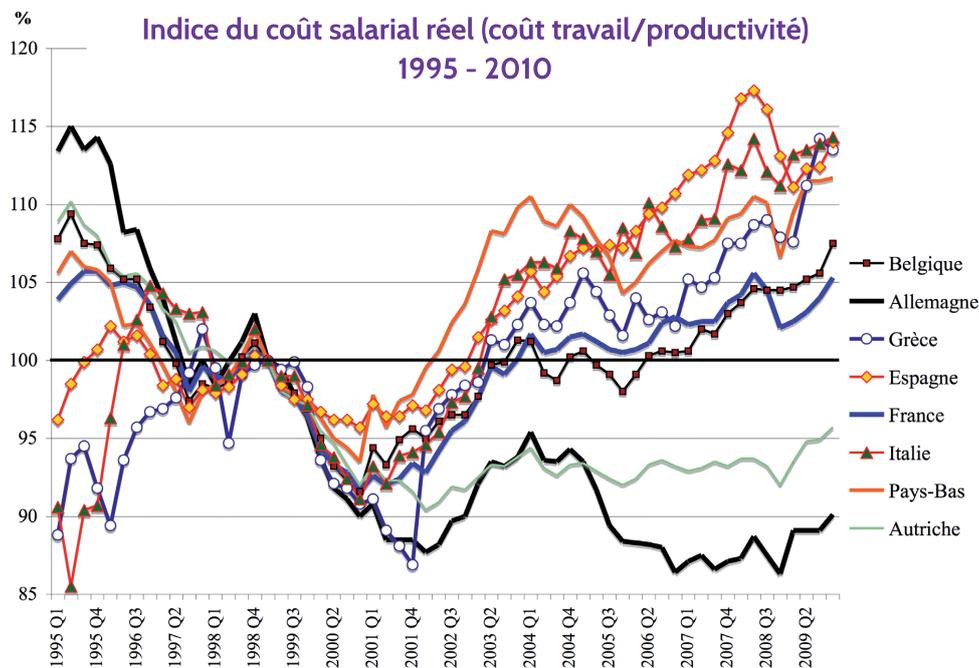
1^{er} constat : la crise de la dette est une crise de compétitivité

La crise des dettes souveraines qui frappe l'Europe de plein fouet depuis quelques mois cache une crise originelle : la crise de compétitivité au sein de la zone euro. Cette crise de compétitivité est à la fois interne à la zone Euro et externe. Elle signe le fait qu'au taux de change de l'Euro (à la fois en interne) où il est de 1 pour 1 entre tous les pays et en externe (où il s'exprime dans le taux Euro/Dollar ou dans le taux Euro/Yen), les importations augmentent bien plus rapidement que les exportations. Du coup la balance commerciale des pays est de plus en plus déficitaire. Or les flux d'épargne venant d'autres pays de la zone euro qui couvraient ce déficit commercial se sont asséchés. La crise de compétitivité est alors devenue une crise de solvabilité comme le prouve l'écartement récent des spreads de taux d'intérêt entre l'Allemagne et les pays du Sud de l'Europe.

2^{ème} constat : la crise de compétitivité est structurelle

On a voulu à tort imposer une monnaie unique à des pays dont les structures économiques, mais aussi les dotations en facteurs de production, n'ont rien de commun. De ce fait, les écarts entre pays se sont accrus mécaniquement. Cette divergence est inévitable du fait que désormais les gouvernements ne disposent plus des moyens habituels pour corriger ce phénomène (dévaluation ou droits de douane). Ces divergences de coûts salariaux ont produit un phénomène massif de désindustrialisation en Grèce, en Espagne et au Portugal, et désormais en France et en Italie.

À l'intérieur de la zone euro, les pays ont été obligés de lutter contre un pays plus fort (l'Allemagne) qu'eux car mieux doté en facteurs de production tant matériels qu'humains. À l'extérieur, ils ont été pénalisés par le taux de change de l'Euro (pendant 10 ans, l'Euro a été largement surévalué par rapport au dollar).



3^{ème} constat : l'endettement comme frein à une déflation dramatique est devenu impossible

Face à cette crise de compétitivité structurelle, l'accroissement de l'endettement (dette publique et dette des ménages) a été une planche de salut pour la majeure partie des pays de la zone euro. Les gouvernements européens ont en réalité subventionné soit la demande globale (des ménages, des administrations ou des entreprises) soit l'offre (par d'importantes exemptions fiscales aux entreprises). Cette politique budgétaire a conduit à une montée inexorable de la dette publique. Mais nous sommes aujourd'hui arrivés au bout de la logique puisque l'endettement n'est plus supportable.



Depuis 2001, la zone euro est celle qui a le plus faible taux de croissance des pays de l'OCDE

Aucun des plans mis en œuvre depuis 2 ans ne s'attaque aux racines du mal.

Les politiques mises en œuvre, soi-disant pour « sauver » l'Euro, ont des conséquences désastreuses. Ces politiques de déflation salariale sont désormais appliquées systématiquement dès qu'un pays donne des signes de faiblesse. Mais ces politiques ne font qu'empirer la crise et provoquent une accélération de la crise de liquidité en particulier.

Pour pallier à cette crise de solvabilité, les dirigeants européens veulent désormais inciter les peuples à aller vers plus de fédéralisme...

L'illusion dangereuse du fédéralisme

Face à la crise de l'Euro et surtout l'inefficacité des différents plans de secours, des dirigeants européens poussent à aller vers davantage de fédéralisme.

Mais ce fédéralisme est une illusion pour deux raisons :

1. **Illusion économique :** Les sommes qui seraient transférées vers les pays du « Sud » ne pourraient pas recréer les conditions d'une bonne compétitivité industrielle. Il s'agirait de subventions qu'il faudrait pérenniser à l'image de ce qui se passe aujourd'hui dans les Antilles françaises. Avec une plus grande intégration fédéraliste, les économies du « Sud » de la zone Euro perdraient en effet la très grande part de leurs industries et des services associés.
2. **Illusion démocratique :** Le pari du fédéralisme est une impasse politique dans la mesure où ce « fédéralisme » aboutirait au transfert massif du pouvoir politique vers l'Allemagne. En effet, le pays disposant du plus de liquidités finit toujours par imposer sa loi dans un système fédéral. Le plan présenté mardi 26 juin 2012 conjointement par la BCE et la Commission de Bruxelles valide d'ailleurs la prépondérance des choix allemands.

L'option fédéraliste est donc une illusion dangereuse pour l'Europe.

Comment imaginer bâtir l'Europe sur la paupérisation de sa moitié Sud et sur la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Aucune construction politique ni économique n'est durable sans la légitimité populaire. Voilà pourquoi il est vital de construire un plan de secours alternatif.

Le plan de secours alternatif passe par le démontage de l'euro

Agir maintenant

Les plans actuels sont totalement illusoire quand on voit que le « sauvetage » d'une économie comme la Grèce qui pèse 2% du PIB de la zone euro menace d'emporter l'ensemble de la zone. Avec les différentes aides de la BCE (rachat des dettes souveraines, financement des banques grecques), il a fallu près de 400 milliards (deux fois le PIB de la Grèce) pour calmer le feu sans même parvenir à l'éteindre, avec le soutien d'économies 50 fois plus importantes. Il est donc illusoire de penser que le problème peut être réglé quand l'Espagne, puis l'Italie, et sans doute la France suivront la même direction.

D'ailleurs d'après les estimations d'auditeurs, le plan d'aide espagnol va atteindre près de 300 milliards d'euros d'ici la fin de l'année 2012. Dans 6 mois, l'Europe ne sera donc plus en mesure de venir en aide aux pays fragilisés.

Les étapes du plan de secours alternatif

L'Europe ne peut donc plus tergiverser et doit faire dès maintenant les choix qui s'imposent. Elle doit prendre sans attendre les décisions qui auraient dû être prises il y a 2 ans. Pour éviter le chaos d'une fin précipitée de l'Euro, voici les 4 grandes étapes de notre plan alternatif :

STABILISATION BANCAIRE

- A l'issue d'un conseil européen exceptionnel : contrôle temporaire des capitaux, fermeture des banques et des marchés pour une semaine
- Suppression du MES et création d'un fonds de solidarité du même type que le FMI afin de garantir des aides entre pays européens

ADAPTATION COMPÉTITIVE

- Démontage de l'Euro comme monnaie unique
- Passage à des monnaies nationales adaptées aux économies
- Taux de change de 1 pour 1 entre l'Euro et les nouvelles monnaies
- Adaptation du taux de change en fonction de la compétitivité des pays. Par exemple le Franc devrait rester proche de 1 euro tandis que le mark se réévaluera et que le peso ou la lire se déprécieront.

MONÉTISATION D'UNE PARTIE DE LA DETTE

- Mise en place d'un plan de monétisation des dettes publiques (le Plan d'Assouplissement Monétaire, PAM) pour couper la dépendance à l'égard des marchés financiers. Pour diminuer le coût de financement de la dette, les banques centrales pourront monétiser à hauteur de 5% du PIB pour 3 ans (environ 100 Mds / an pour la France, 500 Mds à l'échelle de la zone euro si tous les pays participent)
- Il faut noter que cela n'a rien d'exceptionnel puisque cela correspond au montant du programme de rachat de dettes souveraines britanniques par la Banque d'Angleterre

PLAN DE CONTRÔLE DES DÉPENSES

- Une fois ces étapes remplies, il sera bien entendu nécessaire de contrôler notre déficit budgétaire.
- Les dépenses publiques représentent aujourd'hui 56% du PIB en France. L'objectif serait de revenir à 52%. C'est raisonnable dans la mesure où la croissance sera tirée par les exportations; elles-mêmes favorisées par une monnaie moins chère.

Grâce à ce plan de secours alternatif, la dévaluation différentielle des diverses monnaies permettrait aux pays concernés de retrouver leur compétitivité. C'est le seul moyen pour les pays européens (hors Allemagne) de se réindustrialiser, de recommencer à créer de l'emploi et de la croissance, de générer des recettes pour les caisses de l'Etat et donc de pouvoir rembourser leurs dettes.

Le démontage de l'euro en 5 temps

Le démontage de l'euro peut se faire en quelques semaines. A ceux qui disent que cela serait impossible techniquement, l'exemple de la séparation de la Tchécoslovaquie ou la dissolution de la zone rouble dans les années 90 montre que cela s'est déjà fait.

Afin d'expliquer le déroulement pratique du démontage de l'euro, nous en avons décomposé les 5 grands temps :



- **1.** Pour chacun des pays de la zone euro, des monnaies nationales seront recréées. Un euro existant pourra s'échanger contre une unité de la nouvelle monnaie nationale. Pour les billets, il suffira d'une courte période de transition, pendant laquelle les anciens billets en euros seront marqués d'un tampon pour marquer leur appartenance nationale. Pour les pièces, l'échange pourra se faire très vite puisque celles-ci comportent déjà une face nationale.
- **2.** A la date du démontage de l'euro, les parités monétaires des nouvelles monnaies nationales seront définies d'un commun accord. Pour établir ces nouvelles parités de change, les partenaires européens devront tenir compte de deux paramètres : la hausse des prix de chaque pays depuis la création de l'euro et la situation de ses échanges extérieurs.
- **3.** A l'intérieur de chacun des pays resteront inchangés, à la date du démontage, les prix des biens et des services, de même que les valeurs des actifs et des comptes bancaires. La dette publique de chaque Etat sera convertie dans la monnaie nationale correspondante. Seules les dettes extérieures des agents privés, de même que leurs créances commerciales extérieures, seront converties dans une unité européenne de compte (sur le même principe que l'écu). Bien que cette solution favorise les pays forts et défavorise les pays faibles, elle est la seule réaliste afin d'assurer la pérennité des contrats conclus antérieurement.
- **4.** Les gouvernements fermeront temporairement les banques pour déterminer celles qui sont viables et celles qui devront faire appel à la banque centrale. La garantie sera supportée par les banques centrales. L'Etat protégera les épargnants, en prenant si besoin le contrôle d'une partie du système bancaire.

- 5. Les taux de change nominaux des monnaies nationales resteront fixés, durant cette même période, selon les parités décidées d'un commun accord. Ensuite, ils feront l'objet d'un flottement concerté sur le marché, à l'intérieur d'une marge de fluctuation de 10 %. Un nouveau système monétaire européen pourrait alors être étudié afin de stabiliser les taux de change réels.

Conclusion : ayons le courage politique de sortir de la crise

Avant même de connaître les décisions prises à l'issue du sommet européen de ces 28 et 29 juin, nous savons déjà qu'elles ne résoudront rien aux problèmes structurels de la zone euro car les dirigeants européens ne veulent pas changer le cadre. La monnaie unique européenne n'est pas viable car elle est inadaptée à des économies nationales divergentes. Ce hiatus originel a créé une crise de liquidité devenue aujourd'hui insurmontable.

Pour justifier leurs erreurs, certains, y compris François Hollande, veulent s'aventurer dans un fédéralisme inefficace économiquement et dangereux démocratiquement. Au bout du bout on aboutirait à une grave mise sous tutelle des peuples et la mainmise de Berlin sur le budget de ses voisins.

Pourtant un plan B existe. Il existe une voie alternative aux recettes éculées et inefficaces de l'Union européenne. Pour cela, il faut avoir le courage politique de mettre fin à l'euro comme monnaie unique. C'est la clé de voûte d'un plan de secours alternatif. En effet, le démontage de l'euro est le seul moyen de parer la crise de compétitivité des pays du Sud et de leur offrir le ballon d'oxygène pour se sortir de la crise de la dette. Surtout, nous sortirons du cercle vicieux d'une monnaie sur-évaluée qui plombe notre pays depuis la politique du franc fort au début des années 90.

Enfin, avec le retour à des monnaies adaptées à nos économies, les gouvernements retrouveront la marge de manœuvre monétaire et budgétaire. Ainsi nous pourrons espérer un retour à la croissance, une dynamique pour l'emploi et donc *in fine* un désendettement progressif.